

UNCTAD Public Symposium

The Global Economic Crisis and Development – the Way Forward

18–19 May 2009, Geneva, Palais des Nations, Room XIX

Inputs received

La Crise Economique et son impacte sur la Crise Alimentaire globale dans le contexte africain

OCAPROCE Internationale
Case postale 40
CH.1211 Genève 20 CICG
Tel : +41 78 893 1154
Fax : +41 22 301 20 00
Email : ocaproce_internationale@hotmail.com

Disclaimer:

The inputs are made available by the UNCTAD secretariat in the form and language in which they were received. The views reflected in the documents do not necessarily reflect the views of the United Nations or UNCTAD.

Disclaimer:

The inputs are made available by the UNCTAD secretariat in the form and language in which they were received. The views reflected in the documents do not necessarily reflect the views of the United Nations or UNCTAD.



**Organisation pour la Communication en Afrique et de Promotion de la
Coopération Economique Internationale**
Dotée du statut consultatif général auprès de la CNUCED, un Statut Consultatif Spécial
auprès de l'ECOSOC Nations Unies

**UNCTAD Public Symposium:
The global economic crisis and development - the way forward**

Date: 18–19 May 2009

Location: Geneva

**Contribution de OCAPROCE International. La Crise Economique et son impacte
Sur la Crise Alimentaire globale dans le contexte africain**

Par la Princesse Micheline M. Djouma, Présidente

Mesdames, Messieurs,

1) La Crise Alimentaire Globale dans le Contexte Africain

Le récent échec des négociations de l'OMC qui ont eu lieu à Genève dans le cadre du cycle de Doha constitue un des aspects de la complexité des difficultés auxquelles sont confrontés les décideurs du monde, dans le cadre des politiques à mettre en œuvre en vue de l'éradication de la pauvreté ainsi que la recherche de solution idoine pour endiguer les crises rédhitoires mais aussi et surtout celles liées à l'insécurité alimentaire. La recherche effrénée du profit n'est pas une solution à tous les problèmes économiques que nous rencontrons aujourd'hui, par conséquent le commerce à lui tout seul ne peut être la panacée du développement durable.

Nous devons articuler les politiques globales du commerce avec celles des besoins d'épanouissement des populations qui, doit on le rappeler, sont des acteurs incontournables dans le marché des biens et des services commerciaux. Arrivera t-on à offrir cette opportunité d'échanges commerciaux aux agriculteurs mais également aux petits producteurs des pays pauvres ? La persistance des pays riches à subventionner encore leur agriculture met en exergue le double discours entre la situation de crise globale actuelle et les circonstances qui ont concourues à sa stridente acuité en terme de satisfaction en besoin humain : manger à sa faim. Y'aurait-il une volonté manifeste de parrainer l'étranglement économique et social des pays africains?

Une politique de la mondialisation bien concertée ne pourrait qu'être bénéfique pour les pays en conséquence du fait qu'elle mettrait à l'abri de quelconques influences perverses à la libre circulation des biens et des services. En effet, pour OCAPROCE International, il me semble que les mentalités n'ont pas vraiment évolué pour laisser un véritable libre cours au jeu de l'offre et de la demande.

J'entends bien par libre cours une absence totale d'influçable qui viserait à éviter des distorsions à dessein de priver de la profitabilité du commerce dans certaines localités du monde en particulier en Afrique Sub-Saharienne.

La crise alimentaire est le résultat de l'échec des politiques de développement qui ont été mises en œuvre pour favoriser l'essor économique et social des pays dits pauvres. Par rapport à cette crise, force est de souligner quelques points qui ont suscité l'inquiétude de l'OCAPROCE international :

- Baisse des stocks de produits de base (riz, blé, maïs...)
- Hausse vertigineuse des coûts du pétrole
- Surexploitation des ressources naturelles
- Impact des changements climatiques
- Utilisation des céréales comme biocarburants
- Spéculation sur les marchés des matières premières
- Volatilités des Prix.

2) Politique du Commerce et du Développement

Les politiques du commerce et du développement durable ne devraient pas être un à-propos qui augmenterait la dépendance des pays en développement, particulièrement les pays de l'Afrique Sub-Saharienne. Au contraire elles devraient ouvrir la voie vers la résolution de la crise alimentaire que nous subissons de plein fouet. Si deux tiers des pays en développement sont importateurs alimentaires nets, il semble urgent de revoir les politiques de libéralisation par rapport à la sécurité et l'autosuffisance alimentaire. Une trop forte libéralisation des marchés agricoles dans les pays en développement sans aucune mesure d'accompagnement au niveau des propriétaires locaux de plantations en denrées alimentaires de ces pays.

Les politiques du commerce et du développement pourront-ils limiter la volatilité au niveau des prix des denrées alimentaires ? Il semble tout à fait nécessaire de mener des accords d'investissements et de commerce qui promeuvent la mise en place de mesures réglementaires afin d'anticiper et de corriger d'éventuels effets de la volatilité des prix. Les gouvernements doivent développer des stratégies afin de s'assurer que les politiques commerciales intègrent les dimensions de la sécurité alimentaire et son corollaire.

La gouvernance globale du commerce et du développement durable devrait s'atteler à limiter certaines réglementations en faveur de grandes multinationales dont les objectifs ne riment pas vraiment avec la protection de l'environnement encore moins le respect des Droits humains les plus élémentaires. Aujourd'hui force est de constater que certaines grandes industries agroalimentaires détiennent une position dominante en termes de pouvoir d'influence sur les marchés. Cette augmentation de leur pouvoir d'influencer sur les marchés des matières premières continue de se faire au détriment des petits producteurs locaux des pays en développement, particulièrement les pays de l'Afrique Sub-saharienne.

2) Comment trouver des solutions à la Crise Alimentaire que frappe le continent Africain sans la contribution des femmes ?

En Afrique, les deux tiers de la force de travail féminine sont engagés dans les activités agricoles. Mais l'importance de la contribution de femme entrepreneur au processus de développement économique des pays africains est marginalisée. Bien que la proportion de la population active travaillant dans le secteur agricole est en déclin depuis les années 90, le pourcentage des femmes actives travaillant en agriculture a augmenté dans les pays en développement plus particulièrement dans les pays moins avancés.

Il est ainsi important d'identifier un outil de soutien économique faisant encore défaut dans la région d'Afrique Sub-Saharienne, la nécessité d'assister ces opératrices économiques dans leur processus de renforcement de la compétitivité de leurs activités de production et d'exploitation.

3) Recommandations :

- Pour atteindre les objectifs d'augmentation de la production agricole et le développement rural, OCAPROCE, propose la formation et l'information des femmes productrices et exportatrices des matières premières agricoles. Nous disposons d'un concept de formation élaboré avec l'appui technique de la CNUCED. Il suffirait dans ces cas, de le concrétiser sur le terrain. Un appui de la CNUCED en direction de ce projet des femmes productrices et exportatrices, favoriserait énormément la lutte contre la crise alimentaire et la pauvreté qui frappe le continent africain.
- La CNUCED doit favoriser la création de nouvelles règles de jeu de la concurrence mondiale afin de réduire l'immense pouvoir détenu par un petit nombre d'entreprises transnationales dans les marchés des matières premières et des denrées alimentaires. Ils nous semblent incontournables de réglementer la capacité d'influence voire de nuisances des entreprises multinationales agroalimentaires et également, de leurs responsabilités sociales en tant qu'entreprise.
- Des règles doivent être établies concernant l'utilisation de dérivés de l'agriculture à la fabrication du biocarburant. Notamment des produits agricoles, entrants dans la consommation directe et de base des populations du Tiers Monde (maïs, canne à sucre etc.).
- La CNUCED doit étendre ses recherches et débats vers les questions émergentes liées à la crise économique et alimentaire qui sont des défis pour l'avenir des pays en développement en particulier l'Afrique. C'est-à-dire, changement climatique, emploi et migration. Dans ce dernier cas, OCAPROCE propose que la CNUCED organise un débat sur le thème de l'Impacte de la Crise Economique et Alimentaire sur la « **Migration, le Commerce et le Développement** »

OCAPROCE Internationale
Case postale 40
CH.1211 Genève 20 CICG
Tel : +41 78 893 1154
Fax : +41 22 301 20 00
Email : ocaproce_internationale@hotmail.com